

**Union européenne - 3e réunion du  
Conseil de stabilisation et  
d'association entre l'Union  
européenne et le Kosovo -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne  
(Bruxelles, 17 décembre 2018)**

Le Conseil de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et le Kosovo a tenu sa troisième réunion le 17 décembre 2018, à Bruxelles. L'accord de stabilisation et d'association (ASA) est au coeur des relations entre l'UE et le Kosovo. Il donne au Kosovo l'occasion de réaliser des progrès durables et de se rapprocher de l'Union, conformément à la perspective européenne de la région, et il offre des débouchés commerciaux et des possibilités d'investissement.

Lors de la réunion de ce jour, le point a été fait sur les importants développements qui ont eu lieu récemment en ce qui concerne le respect des critères politiques, ainsi que sur la situation relative aux critères économiques, à la coopération financière et à la mise en oeuvre de l'ASA.

L'Union européenne a souligné l'importance de la poursuite de la mise en oeuvre effective de l'ASA, ainsi que des obligations contractuelles, y compris dans le domaine du commerce et des douanes. L'UE a profondément regretté les décisions prises par le gouvernement qui imposent des augmentations unilatérales des droits de douane sur les importations en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'imposition de barrières non tarifaires, et en a demandé instamment la révocation immédiate. La mise en place de tels droits de douanes porte atteinte aux intérêts économiques du Kosovo et de sa population, réduisant les flux commerciaux et diminuant l'attrait du Kosovo en tant que lieu d'investissement et d'activité commerciale. Tout obstacle aux échanges commerciaux devrait être levé dans le cadre des enceintes et des mécanismes appropriés, avec la participation constructive de toutes les parties concernées, dans un esprit de coopération régionale et de bonnes relations de voisinage.

L'Union européenne a souligné la pertinence de l'engagement continu du Kosovo en faveur du dialogue mené entre Pristina et Belgrade, grâce à la médiation de l'UE, en accélérant et intensifiant, de bonne foi, les travaux sur un accord juridiquement contraignant de normalisation complète entre le Kosovo et la Serbie. Tous les accords déjà conclus dans le cadre du dialogue doivent être intégralement mis en oeuvre sans autre délai, en particulier l'accord de 2015 sur l'Association/la Communauté des municipalités à majorité serbe.

Lors de la réunion de ce jour, les réformes prioritaires qui s'imposent en ce qui concerne notamment l'Etat de droit et l'appareil judiciaire, le respect des droits fondamentaux, l'administration publique, le développement économique, l'éducation et l'emploi ont également été débattues. La réunion a permis de reconnaître les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de réformes européen et d'appeler à une mise en oeuvre rapide des mesures

restantes. En ce qui concerne l'assouplissement du régime des visas, la Commission européenne a adopté un rapport, en juillet 2018, sur le respect des critères restants. La décision relative à la proposition de la Commission est actuellement en cours d'examen au Conseil et au Parlement européen.

La réunion a été présidée par Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. M. Johannes Hahn, membre de la Commission chargé de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, représentait la Commission européenne. La délégation du Kosovo était conduite par le Premier ministre, M. Ramush Haradinaj. Le vice-Premier ministre, M. Enver Hoxhaj, le premier vice-Premier ministre et ministre, M. Behgjet Pacolli, la ministre, Mme Dhurata Hoxha, et le ministre, M. Abelard Tahiri, ont également participé./.

---

## Kosovo

Les références au Kosovo sont sans préjudice des positions sur le statut. Elles sont conformes à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.